

EXCLUSIF
A JÉRUSALEM,
DEUX PALESTINIENS
SURARMÉS SÈMENT LA MORT
PENDANT UN OFFICE
AVANT D'ÊTRE ABATTUS
DEVANT L'ENTRÉE

Confisqués par la police israélienne, ces clichés ont été rendus à leur propriétaire, Zohar Revez. Le matin du drame, ce photographe a suivi toute la scène, de la sortie de la première victime à la neutralisation des terroristes Ghassan et Oudaï Abou Jamal. Armés d'une hache, de couteaux et d'un revolver, ces Arabes israéliens ont assassiné quatre rabbins et blessé huit fidèles. Un policier est mort des suites de ses blessures. Leur acte d'horreur s'inscrit dans le cycle de violence qui a débuté en juillet après le meurtre de trois étudiants juifs et celui d'un adolescent palestinien. Aujourd'hui, Juifs et Arabes cohabitent dans la Ville sainte la peur au ventre. Pour ces communautés, plus que jamais, l'ennemi est intérieur.

7 h 10 min 15 s

Mardi 18 novembre. Un couteau à la main, Oudaï Abou Jamal se rue hors de la synagogue de Har Nof, un quartier ultra-orthodoxe de Jérusalem-Ouest. Au sol, l'une de ses victimes. En embuscade, quatre policiers dont Zidan Saief (3^e en partant de la dr.), qui décédera le soir même.

PHOTOS ZOHAR REVEZ

MASSACRE À LA SYNAGOGUE EN DIRECT



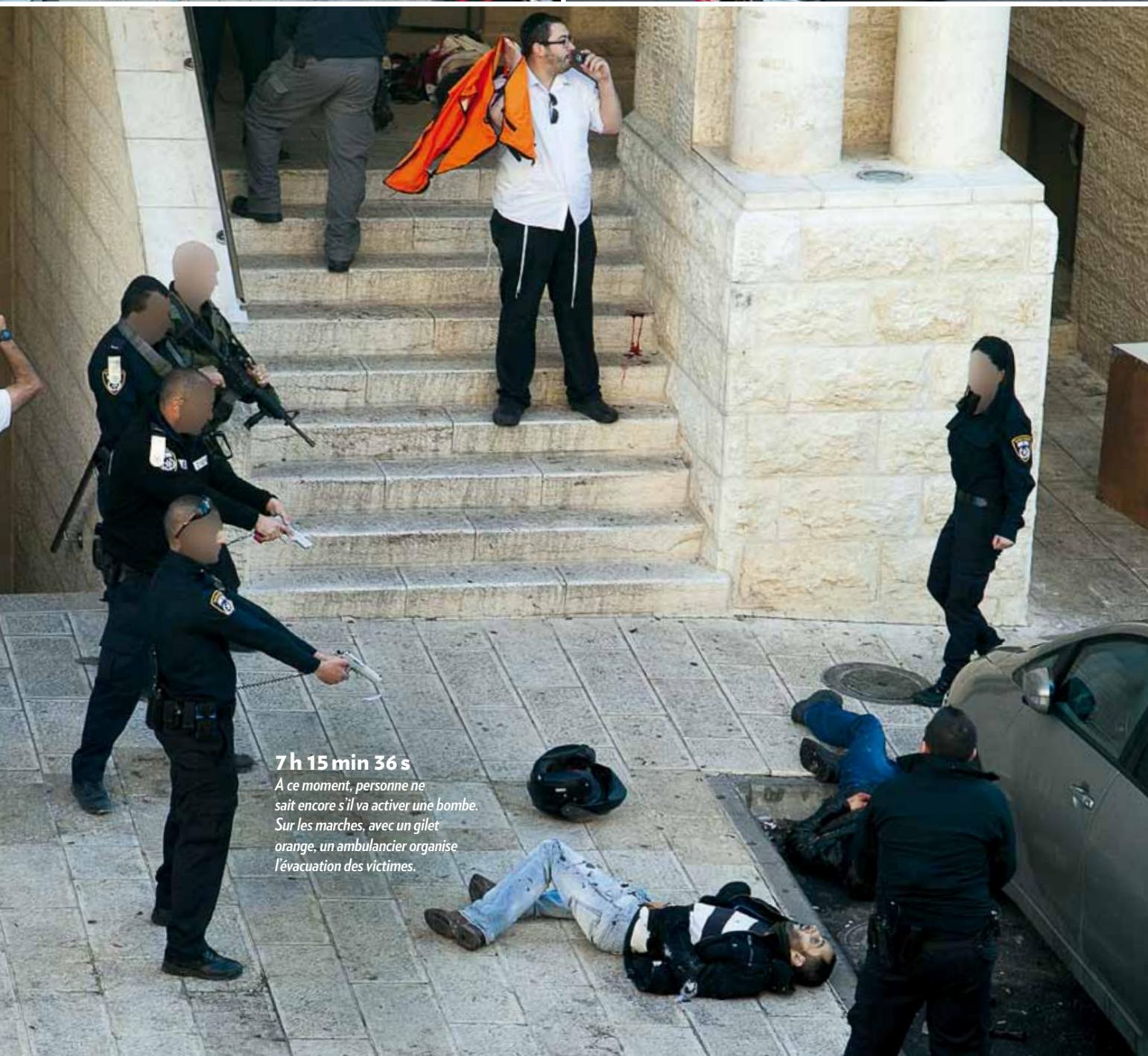
7h 10 min 16 s

Ghassan Abou Jamal dévale les escaliers en brandissant un hachoir. Son complice, Oudaï Abou Jamal, s'effondre à côté de la voiture.



7h 10 min 28 s

Ghassan Abou Jamal est tenu en joue par un officier des forces de l'ordre. A droite, une civière abandonnée par les secours.



7h 15 min 36 s

A ce moment, personne ne sait encore s'il va activer une bombe. Sur les marches, avec un gilet orange, un ambulancier organise l'évacuation des victimes.



QUAND LES TIRS S'ACHÈVENT, LA POLICE DÉNUDE LES CORPS À LA RECHERCHE D'EXPLOSIFS

7h 29 min 57 s

Les vêtements des terroristes sont découpés. Sur eux, aucune bombe.

Lorsque les forces de l'ordre arrivent, les terroristes sont toujours à l'intérieur du lieu de culte. Les secours ont pris en charge les fidèles qui ont réussi à s'enfuir. La police abat les deux hommes : Ghassan Abou Jamal, 31 ans, père de trois enfants, et Oudaï Abou Jamal, 22 ans, des cousins résidant dans le quartier arabe de Jérusalem-Est. Ils auraient voulu venger la mort d'un chauffeur de bus palestinien survenue l'avant-veille. Un assassinat selon les Arabes, un suicide d'après les Israéliens. A l'origine de la tension extrême entre les deux communautés : l'accès à l'esplanade des Mosquées et l'annexion des quartiers arabes par Israël. L'attentat perpétré à Har Nof est le plus meurtrier depuis l'assassinat, en 2008, de huit étudiants devant une école talmudique.



MYRIAM ET ELIE PEREZ,

et leur benjamin, Nitaï, 1 an et demi. Originaire de la région parisienne, Myriam, 28 ans, est arrivée en Israël en 1997, Elie, sept ans plus tard. Parisien lui aussi, il venait faire son service militaire au sein de Tsahal. Ils ont deux enfants et vivent dans le quartier francophone de Baka. Myriam est employée par un organisme qui aide les jeunes Français à faire leurs études en Israël. Elie, 27 ans, est informaticien. La flambée de violence les inquiète. Ils se sont cotisés avec d'autres parents pour payer un vigile à l'entrée de la crèche.



YAËL BENHAÏM

(à dr.), dans le tramway de Jérusalem qui l'emmène chaque jour jusqu'à la plate-forme téléphonique où elle travaille. Cette Française s'est installée avec les siens dans le quartier chic d'Abu Tor, où cohabitent familles israéliennes et arabes. Mais c'est dans ce tramway, qui dessert toute la ville, que la mixité entre les deux communautés est la plus forte. La plus tendue aussi : de jeunes Palestiniens caillaissent régulièrement les rames. Chacune est gardée à l'intérieur par un homme armé. Pour autant, Yaël n'envisage pas de revenir en France.

SOPHIE ET BRUNO COHEN,

avec six de leurs huit enfants. Ils résident dans le quartier ultra-orthodoxe de Bait Vagan. Sophie, 35 ans, travaille dans un pensionnat de bachelières françaises venues étudier à Jérusalem : « D'habitude, nous accueillons 20 filles par an. Depuis 2012, elles sont 50 par promotion. » Bruno, 41 ans (en bas), est éditeur de livres religieux. Derrière lui, leur fils Yoël, 14 ans. Ils se tiennent devant l'école talmudique de Yoël, à deux pas de la synagogue attaquée le 18 novembre. Ce matin-là, Bruno et Sophie ont craint pour la vie de leur garçon. Jusqu'alors, ils étaient convaincus que leurs positions apolitiques les protégeaient des actes terroristes.



CERTAINS ONT QUITTÉ LA FRANCE PAR CHOIX. D'AUTRES DEVANT LA MONTÉE DE L'ANTISÉMITISME

PHOTOS PIERRE TERDJMAN



IL ÉTAIT PLUS FACILE DE DÉJOUER UN ATTENTAT EN INFILTRANT LE HAMAS QUE DE DEVINER CE QUI PEUT SE PASSER DANS LA TÊTE D'UN PÈRE DE FAMILLE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À JÉRUSALEM EMMANUEL MORTAGNE

Le matin, quand elle repasse les habits de son fils Raphaël, 5 ans, Yaël Benhaïm en mémorise tous les détails. Elle s'efforce aussi de retenir l'emplacement des grains de beauté sur son corps. « Au cas où il arrive un drame et qu'il faille l'identifier », avoue-t-elle, embarrassée de ne pas maîtriser cette angoisse qui la ronge. Yaël est née à Strasbourg, où son père était rabbin. Elle s'est installée à Jérusalem il y a dix ans et se considérait jusque-là comme une optimiste, du genre à croire en la coexistence d'Israël et d'un Etat palestinien. Elle et son mari, avocat, ont choisi de vivre dans un quartier mixte de la Ville sainte, l'élégant Abu Tor, le seul où cohabitent des juifs et des musulmans, mais ils appartiennent les uns et les autres aux catégories aisées. On y retrouve aussi les correspondants de la presse étrangère et les responsables des ONG internationales. Yaël a peur pour son enfant. Elle a peur pour elle. Quand elle attend le tramway qui l'emmène au centre d'appels francophone où elle est chef d'équipe, elle prend soin de se tenir à l'endroit qu'elle juge le moins exposé. Et elle a peur pour son mari. Avant le dîner de shabbat, il lui a proposé d'aller faire quelques courses chez l'épicier arabe de la rue, mais elle l'en a dissuadé. Elle n'a pas confiance. Bref, Yaël Benhaïm ne se sent plus en sécurité. Elle marche dans Jérusalem avec le sentiment pénible d'être une cible. En même temps que le crachin glacé de l'hiver, un brouillard poisseux s'est abattu sur la ville. La peur.

Le 18 novembre, deux cousins palestiniens armés de hachoirs et d'une arme à feu s'introduisaient dans la synagogue d'un secteur ultra-orthodoxe de la partie ouest de la ville. A l'heure de l'office du matin, ils tuaient cinq personnes avant d'être abattus à leur tour. Les victimes : des Juifs religieux qui appartiennent à un courant du judaïsme plus porté sur l'étude de la Torah que sur la colonisation. Mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle le massacre a marqué les esprits ; la seconde est que ses auteurs ne sont pas des étrangers. L'un d'eux travaillait depuis des années comme homme à tout faire dans le quartier. Ils sont des milliers, ainsi, que l'on remarque à peine, des hommes qui débarquent le matin avec, à la main, le petit sac en plastique noir renfermant pitas et olives, pour venir balayer le trottoir, décharger les camions ou réparer un mur, puis repartent à la nuit tombée. Ces anonymes auxquels on ne prêtait pas attention et que, désormais, on scrute parce qu'ils ont l'apparence de l'ennemi intérieur, celui qui fait revivre le souvenir des bombes humaines de la seconde Intifada, au début des années 2000. Cette période, Myriam Perez, 28 ans, se souvient l'avoir traversée avec insouciance. Adolescente tout



De g. à dr. Dans l'un des trois camions funéraires emmenant les corps des victimes de l'attentat. Par le pare-brise, on aperçoit la foule des religieux. A Jérusalem, cette armurerie ne désemplit pas, toutes ses bombes lacrymogènes ont été vendues. L'accès au permis de port d'armes a été facilité. A l'entrée de la mosquée Al-Aqsa, la prière du vendredi sous la surveillance des policiers israéliens. Leur objectif : empêcher les débordements.

juste arrivée de France, elle courait alors de manifestations en enterrements sans avoir conscience d'être elle-même mortelle. Ce n'est plus le cas une décennie plus tard, alors qu'elle est mère de deux enfants. « Dans la rue ou même dans ma voiture, quand je vois un Arabe près de moi, je suis parfois prise de panique. Comment savoir s'il ne s'apprête pas à me tuer ? » dit-elle en évoquant le sort des onze Israéliens qui, en novembre, ont trouvé la mort dans des attaques à l'arme blanche ou écrasés par des voitures béliers. Avec son mari, Elie, qui a quitté Paris il y a dix ans, elle vit à Baka, un quartier tranquille, prisé des familles sionistes religieuses. Des gens modérés qui n'imagineraient pas s'installer dans les secteurs palestiniens de Sheikh Jarrah, de Silwan, du mont des Oliviers ou dans la partie musulmane de la vieille ville, comme ceux qui rachètent à prix d'or les maisons arabes pour participer à l'édification du « grand Jérusalem » et rendre ainsi impossible une partition future. Ceux-là ont pratiquement atteint leur objectif. Comment imaginer Jérusalem devenant la capitale d'un Etat palestinien avec Har Homa au sud, au nord et à l'est, les banlieues dortoirs de Pisgat Zeev, Maale Adoumim, et le mur de sécurité ? Les 260000 résidents palestiniens – plus du quart de la population – sont désormais coupés du reste de la Cisjordanie.

La question arabe agit, ces jours-ci, comme un chiffon rouge dans l'arène israélienne

A Jérusalem plus que partout ailleurs, juifs et musulmans semblaient pourtant condamnés à vivre ensemble. Dans le tramway inauguré il y a trois ans, au « shouk » (marché), dans les hôpitaux ou les centres commerciaux, les deux communautés coexistaient jusqu'à l'été dernier. Sans illusions mais sans heurts. Tout a basculé avec l'enlèvement et le meurtre de trois jeunes Israéliens, cet été, suivis de l'assassinat d'un adolescent musulman, de la guerre de Gaza, et d'émeutes qui n'ont jamais vraiment cessé. Une spirale infernale dont Mazeab Jobda, le chauffeur de taxi arabe qui parcourt depuis quinze ans Jérusalem au volant de sa Mercedes, connaît le prix : les 100 shekels (20 euros) qu'il gagne désormais par jour, soit quasiment rien, surtout lorsqu'on a six enfants. Des clients arrêtent sa voiture mais depuis quelques semaines, ils refusent de monter quand ils le découvrent. Restent les vendredis soir : « Quand les taxis juifs ne travaillent pas, alors ils font moins les difficiles. » Mais même pour quelques shekels

de plus, Mazeab Jobda n'ira plus se risquer place de Sion, en plein centre-ville. C'est le point de ralliement des ados juifs. La plupart sont inoffensifs, mais certains lui font peur, il sait qu'ils se lanceraient volontiers dans une chasse aux Arabes.

Lorsqu'un incendie criminel a fait s'embraser la seule école bilingue hébreu-arabe de Jérusalem, dans la nuit de samedi à dimanche 30 novembre, l'indignation a été quasi générale. Le maire, Nir Barkat, avait beau faire preuve de détermination et répéter : « Nous ne laisserons pas les pyromanes et ceux qui se font justice eux-mêmes menacer notre vie quotidienne », personne n'y a cru. La question arabe agit, ces jours-ci, comme un chiffon rouge dans l'arène israélienne. Le Premier ministre, Benyamin Netanyahu, risque la chute de son gouvernement pour faire adopter une loi réaffirmant le caractère juif de l'Etat d'Israël, remettant ainsi en cause un flou juridique de plusieurs décennies. Même le très populaire chanteur Amir Benayoun, ajoute sa voix à ce concert général : dans son nouveau titre, « Ahmed aime Israël », il met en musique l'histoire d'un jeune Arabe israélien auquel il prête des projets d'attentat. « Qui bénéficie, comme moi, du meilleur des deux mondes ? » disent les paroles. « Aujourd'hui je suis modéré et souriant / Demain... j'envierai en enfer un Juif ou deux. »

Jabel Mukaber, le quartier palestinien où vivaient Ghassan et Oudaï Abou Jamal, les assassins de la synagogue de Har Nof, est interdit aux véhicules par de gros blocs de béton. La rue en pente qui mène aux maisons des terroristes est encore jonchée de cartouches de grenades lacrymogènes ; elle a longtemps empesté le « skunk », ce liquide aux relents d'excréments et de charogne utilisé pour disperser les émeutes. Mais à quelques pas, sous la tente de deuil – des bâches tendues dans une cour –, certains n'ont pas renoncé à justifier l'acte unanimement condamné. Al-Aqsa, la mosquée qui s'élève au-dessus du Mur des lamentations, au cœur de la vieille ville, est leur argument : « Ils sont tombés en martyrs pour empêcher les Juifs de souiller nos lieux saints », répètent-ils. Les Palestiniens soupçonnent les radicaux juifs de vouloir leur prendre leur mosquée pour y reconstruire l'ancien Temple du royaume de Judée, celui dont l'édification devrait hâter la venue du Messie. C'est faux, mais c'est ainsi que s'attisent les haines. Un jeune au crâne rasé, entouré de ses copains, affiche la satisfaction de qui découvre le goût de la vengeance. « Maintenant, c'est eux qui ont peur de nous. »

En touchant au sacré, le différend israélo-palestinien ne risque-t-il pas, du coup, d'être happé par le tourbillon djihadiste de l'Etat islamiste qui ensanglante la région ? C'est en tout cas

la conviction du député des Français établis hors de France Meyer Habib, l'un des plus farouches opposants à la reconnaissance de la Palestine votée par l'Assemblée nationale la semaine dernière : « L'erreur, c'est de croire qu'il s'agit d'un conflit territorial alors qu'il est religieux. » « C'est au nom de cette même guerre de religion que les juifs sont pris pour cible en France et à Jérusalem », prévenait d'ailleurs ce parlementaire UDI après l'agression antisémite d'un jeune couple, suivie d'un viol, à Créteil.

« Vous devrez être disponibles quelques heures par mois pour monter la garde devant les crèches »

Les autorités israéliennes ne cachent pas leur impuissance face aux attaques spontanées menées par ces parfaits inconnus. A la différence des branches armées du Fatah et du Hamas, qu'il est toujours possible d'infiltrer, comment savoir ce qui se passe dans la tête d'un père de famille qui, un beau matin, décide de jeter sa voiture sur la foule ?

Dans l'urgence, il a donc été décidé de faire appel à des volontaires. Quelques heures après l'attentat contre la synagogue, les habitants de Beit Hakerem, un des derniers bastions laïques de la ville, recevaient un SMS les invitant à rejoindre la garde civile. Le lendemain, en fin d'après-midi, une quinzaine d'hommes et de femmes entre deux âges se retrouvaient dans une salle du centre communautaire pour écouter Rafi Avidan, le directeur, leur expliquer leur mission : « La police ne peut pas protéger tous les lieux publics. Beaucoup de Palestiniens travaillent sur les chantiers du secteur. Vous devrez être disponibles quelques heures par mois pour monter la garde devant les crèches et les synagogues. » Sans manifester d'enthousiasme excessif, chacun a signé son engagement et la réunion a pris fin sur cette promesse : ceux qui souhaitent s'armer pourront bénéficier d'une procédure accélérée pour leur permis de port d'arme. Ce sont les nouvelles instructions officielles.

Jérusalem, la Ville sainte, s'abandonne à ses démons. Les représailles des uns répondent aux attentats des autres. De l'autre côté de la Méditerranée, est en train de naître un nouveau Belfast. ■